

Prix au Mali : 300 F CFA

N° 723 du 26 Septembre 2025

Le National

Bi-hebdomadaire d'informations générales paraissant le lundi et le jeudi, Siège : Immeuble Dianka Berete a Sebenikoro (Bamako), a 200 metres du Lycee Mamadou M'Bodj. Tel : 00223 66 72 29 49/ 00223 78 78 12 28 Adress e-mail : lenational14@gmail.com

ANALYSE ET RÉALITÉ POLITIQUE

**L'anarchisme
et la question
nationale en P.4
Afrique... et de fait,
partout ailleurs !
(Sam Mbah)**

22 SEPTEMBRE 1960

“Fidèles à notre idéal d'union et de paix, j'insiste sur ce mot, nous sommes décidés à établir des relations amicales avec tous les États du monde, sans exclusive aucune, singulièrement avec ceux d'Afrique qui seront désireux de promouvoir une politique d'union et de progrès, de s'engager résolument dans la lutte pour la libération totale du Continent africain et l'établissement d'une paix durable entre tous les peuples.

La République du Mali est née. Le Mali continue. Le mot Mali continuera à résonner comme un gong sur la conscience de tous ceux qui ont œuvré à l'éclatement de la Fédération du Mali ou qui s'en sont réjouis. Nous restons mobilisés pour l'idée de la Fédération qui, malgré tout, demeure une semence virile de l'unité africaine. Nous avons perdu une partie, mais nous gagnerons la manche, in Challah. Les puissances d'argent, les forces rétrogrades et impérialistes n'y pourront rien.

Camarades, la Fédération du Mali en tant qu'entité territoriale n'existe plus. Son support politique était le Parti de la Fédération Africaine dont le Président est M. Senghor. La rupture entre la République Soudanaise et la République du Sénégal provoquée par des contradictions politiques fondamentales, met en cause l'existence et le fonctionnement du P.F.A. D'autre part, celui-ci était l'expression politique d'une idée à laquelle nous demeurons attachés mais qui fut trahie dans des circonstances peu honorables par son Président et l'Union Progressiste Sénégalaise. Le P.F.A. ne peut donc pas survivre à l'éclatement de la Fédération du Mali. L'Union Soudanaise-R.D.A. doit se libérer de toute attache avec cette forma-

tion politique, garder son autonomie jusqu'à ce que puissent s'affirmer des positions claires et nettes sur les problèmes politiques et économiques que les États africains ont à affronter au lendemain de leur indépendance. Plus de construction politique dans l'équivoque. Clarté dans nos positions, clarté dans celles de nos partenaires éventuels, voilà les conditions indispensables d'une dépendance quelconque de l'Union Soudanaise-R.D.A. vis-à-vis de formations politiques africaines. L'Union Soudanaise-R.D.A., fidèle à son option fondamentale en faveur de la paix et l'unité africaine, est décidée dès maintenant à établir des relations de bonne volonté, d'amitié et de solidarité avec tous les partis politiques mobilisés pour la paix, pour la libération du Continent africain de toute domination étrangère et pour l'unité des peuples africains.....”

“Nous voulons ce que vous voulez. Il n'y a pas de temps à perdre. Toutes les Maliennes et tous les Maliens doivent se considérer comme mobilisés pour la construction de la République du Mali, patrie de tous ceux qui sont fermement attachés à la réalisation de l'Indépendance et de l'Unité africaine, toutes les Maliennes et tous les Maliens doivent accepter tous les sacrifices pour que notre pays puisse sortir grandi, rayonnant, de l'épreuve qu'il traverse pour que les Africains libres, réellement libres, puissent, sans possibilité d'ingérence, s'unir pour que s'affirme une grande nation africaine qui marquera de son sceau la politique internationale, pour que la paix, espoir des peuples en voie de développement, s'établisse entre tous les pays du Monde”.

MODIBO KEITA

UN GRIOT MALIEN IMMORTALISÉ À PARIS

La Place Ganda Fadiga inaugurée dans la capitale française ce jeudi, 25 septembre 2025



CONCOURS DU PLUS BEAU QUARTIER

Le Premier ministre sur le terrain



ÉCOLE DE MAINTIEN DE LA PAIX ALIOUNE BLONDIN BEYE
Fin de formation pour des officiers de la force unifiée de l'AES P.2

GABRIEL KINSA P.6-7

À la grandeur d'âme d'un Maître des chants et des symboles

(Deuxième partie)



CANAM : P.5
Des ateliers pour l'adhésion des travailleurs non-salariés au RAMU



AMON 30 23mm f/1.8 1/35s

CONCOURS DU PLUS BEAU QUARTIER

Le Premier ministre sur le terrain

Le Premier ministre, ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation, le général de division Abdoulaye Maïga, était le samedi, 20 septembre 2025, à Ouolofobougou sur l'un des sites du concours national du plus beau quartier, « Né ka siguida, N'Ka Faso ko ». Il était accompagné, des ministres de l'élevage et de la pêche et celui de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable. Les autorités administratives et politiques du District de Bamako étaient également présentes.

Les autorités de la transition sont engagées pour l'assainissement et l'embellissement de notre capitale. C'est dans ce cadre que le Premier ministre a donné un signal fort en se rendant au rond-point de l'échangeur en face de l'ex cinéma Babemba dans la commune 3 du District de Bamako pour soutenir les jeunes dans l'aménagement et du pavage dudit rond-point dans un souci d'embellissement et d'amélioration du cadre de vie des populations. Ce geste du Premier ministre s'inscrit également dans le cadre des travaux d'intérêts communautaires des membres du gouvernement et constitue un témoignage de l'engagement citoyen de nos autorités. Le ministre de la jeunesse et des sports, chargé de l'instruction civique et de la construction citoyenne, Abdoul Kassim Ibrahim Fomba a exprimé sa

satisfaction quant à la visite du Premier ministre et au soutien apporté à l'initiative du concours « Ne ka siguida N'Ka Faso ko ». « C'est une initiative du Premier ministre dans le cadre du renforcement des liens entre les membres du gouvernement surtout le renforcement des liens entre les institutions et les habitants. Et dans ce cadre-là, l'initiative qu'il a lancée, c'est l'initiative des travaux communautaire des ministres. Vous savez en cette période, il y a une autre initiative en cours qui est « Ne ka siguida, N'Ka Faso ko », qui est le concours du plus beau quartier. Grâce à cette initiative, nous avons combiné les deux, c'est-à-dire les travaux communautaires que les ministres devraient faire au niveau des différentes localités, profiter de cette initiative pour faire le lancement. », a-t-il indiqué.



Souci en tant qu'habitant et citoyen

Selon le Premier ministre, ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation, le général de division Abdoulaye Maïga, l'objectif visé par cette initiative est de renforcer les liens entre les membres du gouvernement et les populations mais aussi l'amélioration de notre cadre de vie. « C'est rappeler qu'il y a quelques mois à l'initiative de son excellence le général d'armée Assimi Goïta, Président de la transition, Chef de l'État, nous avons lancé les

travaux d'initiatives communautaires. L'objectif recherché, c'est de renforcer les liens entre les membres du gouvernement et les braves populations maliennes. A cela s'ajoute le souci que nous avons en tant qu'habitant, en tant que citoyen, d'apporter notre modeste pierre à l'amélioration des conditions de vie dans nos différents lieux de résidence. Ensuite, c'est également l'occasion pour nous de mettre en relief toutes les actions de civisme initié par le chef de l'État. Je voudrais remercier la jeunesse

maliennne, la jeunesse maliennne sur laquelle le chef de l'État fonde énormément d'espoir, en nous associant aux différents travaux, travaux de citoyenneté lancés par le ministre de la jeunesse », a-t-il souligné. Tous les quartiers de Bamako sont concernés par ce concours national à travers plusieurs activités visant à embellir à assainir le district de Bamako. Au même moment, d'autres membres du gouvernement étaient sur d'autres sites pour soutenir cette action citoyenne.

Ousmane Guindo

ÉCOLE DE MAINTIEN DE LA PAIX ALIOUNE BLONDIN BEYE

Fin de formation pour des officiers de la force unifiée de l'AES

La salle de conférence de l'Ecole de maintien de la paix Alioune Blondin Beye a servi de cadre à la cérémonie marquant la fin du stage, poste de commandement de la force unifiée de l'AES (PC-FU AES). C'était le vendredi, 19 septembre 2025. La cérémonie était présidée par le chef d'état-major général des armées, le général de division Oumar Diarra, en présence des ambassadeurs du Burkina Faso et du Niger au Mali ainsi que de plusieurs autres invités.

L'espace AES est confronté depuis des années à des défis sécuritaires marqué notamment par le terrorisme. C'est pourquoi les chefs d'État de l'AES ont mis en place une force commune pour lutter efficacement contre



le terrorisme. Cette formation qui s'inscrit dans la vision stratégique des plus hautes autorités de l'AES à doter les forces de l'alliance des compétences nécessaires pour assurer efficacement l'animation et la coordination des postes de coordination tactique conjoints. Elle a non seulement permis de consolider la compétence en matière de planification, de coordination et de conduite des opérations mais aussi d'offrir un

cadre propice au dialogue professionnel et à l'enrichissement mutuelle entre frères d'armes venus des différentes Nations. « Au cours de la première semaine, ils se sont réappropriés l'organisation d'un poste de commandement, les routines d'état-major, les ordres écrits et graphiques, la messagerie opérationnelle. La deuxième semaine fut consacrée essentiellement au déroulement de l'exercice PC baptisé "kurimari". Le

scénario du dit exercice est inspiré du théâtre centre du Mali et engage un GTA dans une mission de coercition. », a expliqué colonel Mamadou Koné, Directeur de formation du stage. Le directeur général, de l'école de maintien de la paix Alioune Blondin Beye, le colonel Souleymane Sangaré, a rappelé que cette formation vise à renforcer les capacités des forces armées de l'AES pour mieux coordonner les opérations de sécurisation face aux

menaces terroristes et criminelles. « Au terme de cette session, je suis convaincu que vous quittez cette école, dorénavant votre école, mieux préparés non seulement sur le plan tactique mais surtout enrichi par la diversité des expériences partagées entre frères d'armes issues des différents pays de notre espace confédéral. Cette richesse humaine et professionnelle constitue un levier précieux pour la construction d'une réponse commune face aux menaces que nous partageons », a-t-il indiqué.

Œuvrer sans relâche aux côtés des frères d'arme du Sahel

Le chef d'état-major général des armées, le général de division Oumar Diarra, à profité de cette occasion pour prodiguer des conseils utiles aux récipiendaires. « A vous stagiaires, alors que vous vous apprêtez à regagner vos unités, vous emportez avec vous non seulement un bagage enrichi de compétences, mais aussi une responsabilité accrue, celle de traduire ces acquis en action concrète au service de vos forces armées et de nos popula-

tions. Vous serez déployés et engagés sur le théâtre des opérations pour combattre les groupes armés terroristes. Soyez des forces professionnelles, réaffirmez la détermination du Président de la transition, Chef de l'État, son excellence le général d'armée Assimi Goïta, à œuvrer sans relâche aux côtés des frères d'armes du Sahel pour bâtir une sécurité collective pérenne et souveraine. C'est grâce à cette vision stratégique et à son engagement personnel, illustré notamment par le financement direct de cette session de formation que ce stage a pu se tenir dans les meilleures conditions. », a-t-il exhorté. A noter qu'ils sont 34 participants, venus du Burkina Faso, du Mali et du Niger à prendre part à ce stage. Ce stage qui a comporté des phases pratiques d'exercices de coordination et de conduite des opérations, va donc permettre à ses officiers d'avoir une vision plus claire de la conduite d'une opération dans un commandement multinational.

Ousmane Guindo

Le National

Hebdomadaire d'informations
Généralistes paraissant les mercredis

Directeur de la Publication

Amadou Diallo

Siège : Immeuble Dianka
Béréte à

Sébénikoro (Bamako), à
200 mètres du Lycée Ma-

madou M'Bodj.

Tél : 00223 66 72 29 49

/ 00223 78 78 12 28

Adress e-mail :

lenational14@gmail.com

E-mail :

lenational14@yahoo.fr

PAO: Alou Daou

Impression :

Renouveau Imprim

UN GRIOT MALIEN IMMORTALISÉ À PARIS

La Place Ganda Fadiga inaugurée dans la capitale française ce jeudi, 25 septembre 2025

À l'invitation d'Anne Hidalgo, maire de Paris, et de ses plus proches collaborateurs don't Laurence Patrice (adjointe chargée de la mémoire et du monde combattant), Arnaud Ngatcha (adjoint chargé de l'Europe, des relations internationales et de la francophonie), Éric Lejoindre (Maire du 18ème arrondissement), une foule nombreuse et enthousiaste a assisté à l'inauguration, hier jeudi, 25 septembre, de la Place Ganda Fadiga, conteur et griot soninké d'origine malienne. Cette Place, qui sera sans doute célèbre dans le microcosme parisien, est située dans le 18ème arrondissement de la capitale française, à l'intersection des rues Léon et Myrha.



L'acte a été vécu plus qu'un baptême ordinaire de lieu : il a revêtu les couleurs de la reconnaissance du talent d'un homme de culture et clin d'oeil à la communauté soninké et malienne, et plus largement à la diaspora africaine, toutes communautés parfaitement bien intégrées en France. La culture et la valeur de l'humain, d'où qu'il vienne, sont ainsi portées au pinnacle, et Paris s'enorgueillit légitimement. L'inauguration de la Place Ganda

Fadiga est la réponse à un vœu relatif à la dénomination d'une rue ou d'un lieu du 18ème arrondissement en hommage au célèbre griot déposé par Frédéric BADINA-SERPETTE, Anne-Claire BOUX, Aminata NIAKATÉ, Fatoumata KONÉ et les élus du groupe "Les Écologistes". Le Conseil de Paris en avait pris acte, à l'unanimité, depuis bientôt un an, lors de sa session des 8, 9, 10 et 11 octobre 2024.

Ganda Fadiga était un griot

soninké d'origine malienne, né en 1949 à Maréna-Diombougou (Mali); il tire sa révérence à Paris le 19 septembre 2009. Artiste virtuose du "N'goni" (instrument de musique à corde africain) avec un répertoire musical pléthorique comprenant plus d'une centaine de titres, il a incarné toute sa vie le rôle social qui est celui du griot dans la société malienne et sahélienne : médiateur, conseiller, entre-gent, bref la sociabilité en bonne entente indispensable à la vie en communauté. Sa longue carrière durant, Ganda Fadiga a en plus joué un rôle éminent dans la promotion mondiale de la culture et de la langue soninké à travers sa musique, ce qui compte beaucoup pour Paris, ville de culture. Les Soninké, qu'ils soient du Mali, du Sénégal, de la Mauritanie, et encore, ont régulièrement trouvé en lui une sorte d'envoyé inespéré pour agrémenter leur vie, en plus de leur servir d'historien qui rappelait sans cesse avec brio les épopées et les légendes de leurs terroirs d'origine, là-bas, sur les terres d'Afrique. Les messages de bravoure, de courage, d'humilité et de solidarité véhiculés par son œuvre musicale n'avaient de cesse de galvaniser les immigrés à plus d'ardeur et d'honnêteté, en n'oubliant jamais ceux qui sont restés au pays. Il était cet artiste dont l'engagement social auprès des populations migrantes d'Afrique de l'Ouest résidant dans les foyers parisiens depuis les années 80 jusqu'à nos jours ne faiblissait jamais. Tout cela porté par le rôle unificateur qu'il incarnait au sein de la communauté Soninkara.

Ganda Fadiga a vécu et a construit les débuts de sa carrière principalement dans le 18ème arrondissement de Paris où il a été reconnu comme le plus grand producteur de musique traditionnelle africaine (il faut rappeler que Camara Production est établi dans le 18ème arrondissement, rue Marcadet). Sa



disparition prématurée le 19 septembre 2009 (à seulement 60 ans) sera vécu comme un drame. La première édition des célébrations de la Journée mondiale de la langue soninké, qui s'est tenue le 25 septembre 2024 au siège de l'UNESCO à Paris, l'a rappelée. Aucun espace public ne portait encore le nom d'un chanteur traditionnel d'Afrique de l'Ouest : l'avis favorable de la commission de dénomination du Conseil du 18ème arrondissement sur la proposition formulée par Mam's YAFFA, adjoint au Maire du 18ème, de rendre hommage à Ganda Fadiga en attribuant son nom à un lieu

dans l'espace public, coulait donc de source pour la communauté soninké de Paris ainsi que la famille Fadiga, qui soutinrent l'initiative. Ainsi, sur proposition de Frédéric BADINA-SERPETTE, Anne-Claire BOUX, Aminata NIAKATÉ, Fatoumata KONÉ et des élus du Groupe Les Écologistes, le Conseil de Paris a émis le vœu que la Ville de Paris rende hommage à la mémoire de Ganda Fadiga par la dénomination d'un lieu portant son nom dans le 18ème arrondissement. C'est désormais un acquis historique.

La rédaction



ANALYSE ET RÉALITÉ POLITIQUE

L'anarchisme et la question nationale en Afrique... et de fait, partout ailleurs ! (Sam Mbah)

Suite à notre publication et commentaire de l'éditorial d'Amadou N'Fa Diallo du journal « Le National » du Mali « Souveraineté, désespérément... », nous avons suggéré la lecture du livre de Sam Mbah et I.E. Igariwey : « L'anarchisme africain, histoire d'un mouvement ». Le texte / analyse de Sam Mbah, que nous reproduisons ci-dessous datant de 1997, fut intégré au livre. Il est parfaitement de circonstance et d'une actualité brûlante, puisque les peuples du monde, en Palestine, Afrique, en Occident, partout sont exponentiellement opprimés par un système étatico-marchand absolument hors de contrôle et qui doit être mis à bas. Il en va de la survie de l'humanité, c'est aussi simple et direct que cela. A lire et diffuser sans aucune modération.

L'anarchisme et la question nationale en Afrique
(Sam Mbah, 1997)

Source : <https://liberteouvriere.com/2024/02/04/lanarchisme-et-la-question-nationale-en-afrique-sam-mbah-et-i-e-igariwey-nigeria-1997/>

La question la plus importante dans l'effondrement de l'État-nation moderne est peut-être la « question nationale », également appelée le droit à l'« autodétermination » [191]. Le débat tourne autour des droits des différents groupes ethniques à un développement socioculturel autonome au sein d'un État donné. La question nationale revêt une importance particulière pour l'Afrique en raison de l'hétérogénéité des États qui la composent. De nombreux conflits civils sur le continent ont été imputés, directement ou indirectement, à l'absence de populations homogènes. Le problème est accentué par les solutions proposées par le capitalisme et le socialisme d'État : l'un offre aux individus et aux groupes la liberté sans l'égalité ; l'autre offre l'égalité sans la liberté. Mais les deux systèmes ont en commun un appel pressant au patriotisme, concept que Bakounine considérait avec mépris comme l'intérêt commun de la classe privilégiée [192] : en se cachant derrière des appels patriotiques, l'État

en Afrique impose injustices et misère à ses sujets, comme il le fait bien sûr partout ailleurs. Et le patriotisme produit la fausse conscience – dans laquelle les individus agissent directement contre leur propre intérêt – qui permet aux individus de tolérer, voire de soutenir, l'injustice et la misère causées par le système étatique. L'État, pour reprendre les termes de Bakounine, « bride, mutile, tue l'humanité de [ses sujets], de sorte que [...] ils ne s'élèvent jamais au-delà du niveau du citoyen, jusqu'au niveau de l'homme » [193]. La démocratie capitaliste et le socialisme d'État ont tous deux atteint le plus haut degré d'intensification de l'oppression raciale et nationale. Le soutien marxiste au principe de l'autodétermination nationale est aussi illusoire que le soutien capitaliste à la liberté individuelle. G.P. Maximoff l'explique : Les droits nationaux ne sont pas un principe en soi, mais un résultat du principe de liberté. Aucune nation ou nationalité, en tant qu'association naturelle d'individus sur la base d'une langue commune, ne peut trouver les conditions appropriées à son développement normal dans les limites d'un environnement capitaliste et d'une organisation étatique. Les nations les plus fortes conquièrent les plus faibles et s'efforcent de les dé-

membre par une assimilation artificielle. C'est pourquoi la domination nationale est un compagnon constant de l'État et du capitalisme [194]. La question nationale en Afrique n'est donc qu'une composante du problème principal, à savoir la réalisation d'une liberté et d'une égalité véritables. La « question nationale » est donc périphérique par rapport aux intérêts réels de la classe ouvrière et des paysans d'Afrique. Tant que le capitalisme et le système étatique existent, l'« autodétermination » des nationalités ne signifie pas grand-chose. Maximoff note qu'en l'absence de changement fondamental, « le droit d'une nation à « l'autodétermination » et à une existence souveraine indépendante n'est rien d'autre que le droit de la bourgeoisie nationale à l'exploitation illimitée de son prolétariat » [195]. Cela dit, l'anarchisme n'est nullement opposé aux droits des nationalités ou des groupes ethniques opprimés en Afrique ou ailleurs. Mais l'anarchisme se situe au-dessus des ambitions étroites et mesquines associées à la quête de l'autodétermination nationale. Les anarchistes considèrent la liberté, l'égalité et la justice comme des objectifs plus élevés que les intérêts nationaux, et la lutte pour ces objectifs supérieurs doit nécessaire-

ment être internationale. Le fait est que l'État, chaque État, quel que soit son degré de nationalisme, est l'ennemi de ces objectifs. Maximoff explique : Les nations qui obtiennent leur droit à l'autodétermination et qui deviennent des États commencent à leur tour à refuser les droits nationaux à leurs propres minorités subordonnées, à persécuter leurs langues, leurs désirs et leur droit d'être elles-mêmes. Ainsi, non seulement l'« autodétermination » n'apporte à la nation concernée aucune des libertés internes qui intéressent le plus le prolétariat, mais elle ne résout pas non plus le problème national. Au contraire, elle devient une menace pour le monde, puisque les États doivent toujours chercher à s'étendre aux dépens de leurs voisins plus faibles [196]. C'est pourquoi l'anarchisme rejette toute tentative de résoudre la question nationale dans le cadre du système étatique. Maximoff affirme : Une solution réelle et complète ne sera possible que dans des conditions d'anarchie, dans un communisme émanant de la liberté de l'individu et réalisé par la libre association des individus en communes, des communes en régions, et des régions en nations – associations fondées sur la liberté et l'égalité et créant une unité naturelle dans la pluralité [197]. Les anarchistes exigent la libération de toutes les colonies existantes et soutiennent les luttes pour l'indépendance nationale en Afrique et dans le monde entier, pour autant qu'elles expriment la volonté des peuples des nations concernées. Cependant, les anarchistes insistent également sur le fait que l'utilité de l'« autodétermination » sera très limitée tant que le système étatique et le capitalisme – y compris le capitalisme d'État marxiste – seront maintenus. Les implications pour l'Afrique sont immédia-

tament évidentes. Une solution viable à la myriade de problèmes posés par la question nationale en Afrique, tels que les conflits civils intestins, n'est réalisable qu'en dehors du contexte du système étatique. Cela nécessite la destruction du système étatique, une solidarité internationale concertée et des actions révolutionnaires. L'élimination du système étatique est un objectif à long terme qui sera difficile à atteindre, mais il est nettement préférable à l'approche mécaniste actuelle qui se traduit par la création d'une multitude d'États-nations non viables sur l'ensemble du continent. (Maximoff, G.P. Program of Anarcho-Syndicalism. Sydney: Monty Miller Press, 1985, p. 46). Le programme anarcho-syndicaliste de Maximoff n'a pas encore été traduit en français. Cependant voici un autre texte de Maximoff: L'ANARCHISME CONSTRUCTIF. — LE DÉBAT SUR LA PLATEFORME (Bakounine, M. Marxism, Freedom and the State. London: Freedom Press, 1984. p. 32). « L'anarchisme africain, histoire d'un mouvement », Sam Mbah, I.E Igariwey (PDF). Il n'y a pas de solution au sein du système, n'y en a jamais eu et ne saurait y en avoir ! (Résistance 71). Comprendre et transformer sa réalité, le texte :

Paulo Freire, « La pédagogie des opprimés »
Textes modernes complémentaires pour mieux comprendre et agir :
Guerre_de_Classe_Contre-les-guerres-de-l'avoir-la-guerre-de-l'être
Francis_Cousin_Bref_Manifeste_pour_un_Futur_Proche
Manifeste pour la Société des Sociétés
Pierre_Clastres_Anthropologie_Politique_et_Resolution_Aporie
Société des sociétés organique avec Gustav Landauer

SOCIÉTÉ DES SOCIÉTÉS CONTRE LE NOUVEL ORDRE MONDIAL

Mali, Afrique, souveraineté et rapport étatico-marchand

(Suite à l'éditorial d'Amadou N'Fa Diallo, « Le National » (Mali) et Résistance 71)

Il y a bien entendu beaucoup de vérités dans ce très bon éditorial d'Amadou Diallo du journal malien « Le National » et la justesse des propos est évidente. Comme tant d'autres, le peuple malien est pris entre le marteau néocolonial et l'enclume de la marchandise en mouvement.

Ceci dit, le continent africain, en tant que berceau de l'humanité, a gardé durant des millénaires une grande tradition non-étatique, antiétatique pourrait-on même dire. Il y a une dizaine d'années, nous avons traduit un petit livre par-

lant de l'histoire du mouvement anarchiste africain, trouvant ses sources dans les racines profondes de la société humaine de notre berceau. Peut-être Mr. Diallo connaît-il cet ouvrage de Sam Mbah et I.E. Igariwey (2015), dont nous

avons mis le PDF sous l'article ; en cela, nous pensons qu'il est plus que grand temps que l'humanité s'unisse sous la seule bannière viable socialement parlant, celle de la société des sociétés qui nous libérera tous de la domination et de l'explo-

tation étatico-marchande, parce que c'est de cela qu'il s'agit au bout du compte. Faisons fi de tous les « nationalismes » divers et toxiques pour embrasser notre humanité certes diverse fort heureusement, mais UNE dans son harmonie naturelle que nous devons retrouver pour finalement nous émanciper, ensemble, dans l'entraide universelle des peuples.

Nous sommes tous des colonisés, des « damnés de la terre », qui avons l'émancipation finale au bout des doigts, pourvu que nous sachions dire NON ! à cette supercherie institutionna-

lisée que sont les « états-nations marchands ». Comprendre cette chose qui est, à terme, la plus révélatrice, à savoir qu'il n'y a pas de solutions au sein du système, qu'il n'y en a jamais eu et ne saura avoir... De là, agissons en conséquence, hors de l'imposture généralisée, lâchons prise, ensemble, par-delà les continents, de l'illusion démocratique de ce miroir aux alouettes étatico-marchand fictif, qui ne profite qu'à une poignée d'oligarques perpétuant le cirque usurpateur de la relation dominant/dominé. Il en va de notre futur à tous !

~ Blog Résistance 71 ~

22 SEPTEMBRE 1960

(Discours d'indépendance de feu Modibo Keita)

"Chers Camarades,
A la Conférence territoriale du Parti, il y a trois semaines, nous nous sommes contentés d'un exposé objectif du déroulement des événements de Dakar, sans en tirer les conséquences. Nous avons par la suite pris un certain nombre de contacts qui ont projeté plus de lumière sur les origines plus ou moins lointaines desdits événements. C'est ainsi que j'ai répondu à l'appel du Président de la République Française aux invitations du Roi du Maroc et du Président de la République du Ghana.
D'autre part, des missions ont été envoyées à l'extérieur : U.S.A., O.N.U., Allemagne Fédérale, pays de l'Est, Afrique occidentale. Pour mieux suivre le sens de notre action politique pendant ces derniers mois, il est indispensable que nous examinions la situation créée en Afrique depuis le Référendum du 28 septembre 1958.
Le 28 septembre, les conditions politiques intérieures nous imposèrent un vote favorable à l'entrée dans la Communauté.
En outre, nous avons pensé et pensons encore que les chances de réalisation de l'unité sont très aléatoires pour des État accédant à l'indépendance car, devenus souverains, ils affirment leur personnalité aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan extérieur.
Aussi avons-nous espéré que l'autonomie était pour les État africains la période la plus favorable de leur évolution pour la réalisation de leur unité. Évidemment, cela supposait de la part des dirigeants de ces État, une indépendance totale à l'égard des puissances d'argent et des autorités des anciennes métropoles.
Par ailleurs, nous avons estimé et estimons encore que c'est dans l'unité que l'Afrique pourra résister à l'emprise des forces impérialistes et renforcer le camp de la paix.
A l'exclusion de la République Arabe Unie dont on ne peut pas encore tirer toutes les conclusions sur le plan africain, mais qu'il faut néanmoins saluer comme une volonté de l'Afrique de réaliser son unité, et de la Fédération du Mali dont l'existence fut précaire par la trahison des dirigeants sénégalais, les État indépendants d'Afrique en sont encore à la recherche des bases de coopération sur le plan économique et culturel. Mais nous pensons qu'il faut aller au-delà de ces formules pour que l'Afrique puisse résister à l'action destructrice des anciennes puissances coloniales qui, ayant perdu la domination politique, veulent asseoir une domination économique et culturelle.
Certes, il faudra du temps et des efforts. Dans ce domaine, aucun pays ne peut nous donner des leçons de patience et de courage.
D'aucuns peuvent penser que notre association avec le Sénégal a été un échec. C'est avec subjectivement le problème, ce qui empêche d'en saisir toutes les conséquences. Tout d'abord, la Fédération du Mali a permis au Sénégal d'aller à l'indépendance parce que tout le monde sait que les dirigeants sénégalais, empêtrés dans leurs difficultés intérieures, isolés du reste de l'Afrique, et pour cause, ne pou-

vaient pas, seuls, y conduire leur pays.
D'autre part, l'accession à la souveraineté internationale de la Fédération du Mali a conduit certains États africains, jusqu'alors hostiles à toute idée d'indépendance, à faire usage de leur droit à l'indépendance. Faudrait-il rappeler que la création du Mali et son accession à l'indépendance ont considérablement contribué à la réalisation de l'unité politique au Soudan. Nous avons pu ainsi nous assurer du contrôle politique et administratif de la République Soudanaise. J'estime également que la sécession du Sénégal a été le ferment de la mobilisation générale des populations soudanaises. Elle permettra à la République Soudanaise de réaliser pleinement ses objectifs politiques, économiques, sociaux et culturels sur la base d'un véritable socialisme, et uniquement en fonction des intérêts des couches les plus défavorisées. La démonstration sera également faite aux dirigeants sénégalais que la République Soudanaise était le principal marché des industries et entreprises sénégalaises, que notre République n'était pas pauvre et que le Sénégal était riche de notre richesse. Nous entendons garder nos richesses, mêmes humaines, pour accélérer le développement économique de notre république. Les mesures prises, tant à l'intérieur de la République Soudanaise qu'à l'extérieur, nous imposeront pour une certaine période des sacrifices qui sont, je le sais, déjà acceptés. Il faut prévoir un isolement possible du Soudan, par la force des choses et par l'évolution des événements politiques. Il s'agit donc dès maintenant, face à cette éventualité, d'envisager les voies et moyens pour une économie socialiste planifiée. Nous ne nous arrêterons pas aux slogans, aux formules toutes faites, nous innoverons, partant des réalités maliennes greffées sur les expériences réussies ailleurs. Est-il besoin de préciser que la modification de nos structures économiques n'entravera en rien les activités normales du secteur privé ?
Vis-à-vis de la République Française, nous avons fait preuve de loyauté. Je ne veux pas ici reprendre les arguments développés dans certains journaux qui précisent les origines, les causes réelles de la sécession du Sénégal. Notre position sur le problème algérien, notre détermination à construire un véritable socialisme, notre volonté de réaliser, avant toute autre association, une véritable communauté africaine, ont déterminé certains responsables français à conduire les dirigeants sénégalais à la sécession. Je n'en veux pour preuves que quelques faits :
1° Le refus systématique de la France, en application des accords franco-maliens, d'apporter son appui pour que soit assurée la sécurité intérieure de la Fédération du Mali ;
2° L'attentisme du Gouvernement Français dans l'application des accords franco-maliens, en particulier dans le domaine économique ;
3° L'intervention de la République Française auprès des organismes directeurs du Marché Commun

pour que ceux-ci attendent la conclusion des événements avant d'honorer leurs engagements vis-à-vis de la Fédération du Mali ;
4° Les termes mêmes du message de félicitations du Général de Gaulle à M. Senghor, nommé Président de la République du Sénégal ;
5° L'aveu du Premier Ministre de la République Française de son action, en décembre dernier, auprès de M. Senghor et Dia, pour qu'ils transforment la Fédération du Mali en confédération ;
6° La reconnaissance par le Gouvernement Français de l'indépendance du Sénégal. Cela se conçoit aisément puisque ce sont les dirigeants français qui ont inspiré, préparé, déclenché, soutenu la sécession de la République du Sénégal ;
7° Enfin, la demande d'ajournement par la France à l'O.N.U. de l'admission de la Fédération du Mali.
Nous ne voulons pas abuser de votre patience en faisant un long développement que j'estime en la circonstance inutile. Il s'agit donc pour nous de prendre des décisions en fonction des seuls intérêts de la République Soudanaise. Dans un monde de plus en plus tourmenté où la légalité n'apparaît qu'à travers les intérêts stricts des pays, la lutte pour nous devra s'engager sur le plan politique. Nous demeurons certes fidèles à l'idée de la Fédération africaine, nous nous considérons toujours liés par le serment du 17 janvier 1959. Mais pour le succès de notre action en faveur de la Fédération, il est indispensable et urgent que la République Soudanaise s'affirme sur le plan africain et sur le plan international. C'est la raison pour laquelle nous vous invitons à autoriser l'Assemblée législative :
1° A appréhender les compétences transférées par la République Soudanaise à la Fédération du Mali ;
2° A proclamer comme État indépendant et souverain la République Soudanaise ;
3° A proclamer que la République Soudanaise s'appelle République du Mali, libre de tous engagements



et liens politiques vis-à-vis de la France, comme la Haute-Volta, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Dahomey. C'est la conséquence logique de la caducité des accords franco-maliens que la France a délibérément violés en reconnaissant la République du Sénégal comme État indépendant.
Notification de ces décisions sera faite au Gouvernement Français, à l'Organisation des Nations Unies et à tous les pays indépendants. Fidèles à notre idéal d'union et de paix, j'insiste sur ce mot, nous sommes décidés à établir des relations amicales avec tous les États du monde, sans exclusive aucune, singulièrement avec ceux d'Afrique qui seront désireux de promouvoir une politique d'union et de progrès, de s'engager résolument dans la lutte pour la libération totale du Continent africain et l'établissement d'une paix durable entre tous les peuples.
La République du Mali est née. Le Mali continue. Le mot Mali continuera à résonner comme un gong sur la conscience de tous ceux qui ont œuvré à l'éclatement de la Fédération du Mali ou qui s'en sont réjouis. Nous restons mobilisés pour l'idée de la Fédération qui, malgré tout, demeure une semence virile de l'unité africaine. Nous avons perdu une partie, mais nous gagnerons la manche, in Challah. Les puissances d'argent, les forces rétrogrades et impérialistes n'y pourront rien.
Camarades, la Fédération du Mali en tant qu'entité territoriale n'existe plus. Son support politique était le Parti de la Fédération Africaine dont le Président est M. Senghor. La rupture entre la République Soudanaise et la République du Sénégal provoquée par des contradictions politiques fondamentales, met en cause l'existence et le fonctionnement du P.F.A. D'autre part, celui-ci était

l'expression politique d'une idée à laquelle nous demeurons attachés mais qui fut trahie dans des circonstances peu honorables par son Président et l'Union Progressiste Sénégalaise. Le P.F.A. ne peut donc pas survivre à l'éclatement de la Fédération du Mali. L'Union Soudanaise-R.D.A. doit se libérer de toute attache avec cette formation politique, garder son autonomie jusqu'à ce que puissent s'affirmer des positions claires et nettes sur les problèmes politiques et économiques que les États africains ont à affronter au lendemain de leur indépendance. Plus de construction politique dans l'équivoque. Clarté dans nos positions, clarté dans celles de nos partenaires éventuels, voilà les conditions indispensables d'une dépendance quelconque de l'Union Soudanaise-R.D.A. vis-à-vis de formations politiques africaines.
L'Union Soudanaise-R.D.A., fidèle à son option fondamentale en faveur de la paix et l'unité africaine, est décidée dès maintenant à établir des relations de bonne volonté, d'amitié et de solidarité avec tous les partis politiques mobilisés pour la paix, pour la libération du Continent africain de toute domination étrangère et pour l'unité des peuples africains.
Camarades, vous pouvez faire confiance au Bureau politique, au Comité directeur. Nous voulons ce que vous voulez. Il n'y a pas de temps à perdre. Toutes les Maliennes et tous les Maliens doivent se considérer comme mobilisés pour la construction de la République du Mali, patrie de tous ceux qui sont fermement attachés à la réalisation de l'Indépendance et de l'Unité africaine, toutes les Maliennes et tous les Maliens doivent accepter tous les sacrifices pour que notre pays puisse sortir grandi, rayonnant, de l'épreuve qu'il traverse pour que les Africains libres, réellement libres, puissent, sans possibilité d'ingérence, s'unir pour que s'affirme une grande nation africaine qui marquera de son sceau la politique internationale, pour que la paix, espoir des peuples en voie de développement, s'établisse entre tous les pays du Monde".

MODIBO KEITA

CANAM : Des ateliers pour l'adhésion des travailleurs non-salariés au RAMU

Dans le cadre de l'opérationnalisation du Régime d'Assurance Maladie Universelle (RAMU), la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM), avec l'appui du projet RAS KENEYA YIRIWALI, a organisé deux ateliers destinés à l'élaboration et à la validation de feuilles de route pour l'adhésion progressive de la population active non salariée.
Présidés par le Directeur Général, le Médecin Général de brigade Boubacar DEMBÉLÉ, ces ateliers de deux jours ont réuni d'une part les organisations affiliées à l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM), et d'autre part celles relevant de l'Assemblée Permanente des Chambres de Métiers du Mali (APCMM).
Ils visent à définir, avec les organisations faitières, une feuille de route opérationnelle fondée sur :



- la cartographie des organisations professionnelles des secteurs agricole, artisanal, informel et des migrants ;
 - l'évaluation des niveaux de revenus ;
 - les procédures d'identification, d'adhésion, d'immatriculation et d'affiliation au RAMU ;
 - les mécanismes de recouvrement des contributions.
- Le Directeur Général de la CANAM a souligné que l'inclusion des acteurs du monde rural et informel est déterminante pour la réussite

de cette réforme : « Le RAMU n'est pas qu'une réforme technique, c'est un choix de société, un engagement pour la justice sociale et la solidarité nationale, afin qu'aucun Malien ne soit privé du droit fondamental à la santé. »
Les présidents de l'APCAM, Sanooussi Bouya SYLLA, et de l'APCMM, Minkoro TRAORÉ, ont salué l'initiative tout en appelant à adapter le dispositif aux réalités spécifiques de leurs secteurs.

SERCOM/CANAM

GABRIEL KINSA

À la grandeur d'âme d'un Maître des chants et des symboles

(Deuxième partie)

Gabriel Kinsa est ce gardien vivant des récits kongos, ce conteur-mémoire qui donne voix aux mythes, met en scène les rites, incarne les fables, et transpose la parole ancestrale pour les nouvelles générations. À travers ses spectacles et ses livres, il est la voix de la forêt, des femmes, des guerriers et des esprits, un véritable souffle culturel confronté à la modernité.

Par Yé Lassana Coulibaly

Inspirations et œuvres majeures "Les secrets de la colline bleue" (2016) : un conte romanesque et poétique, où un jeune garçon initié devient nganga, maître des esprits. "Sur la route du Lemba" (2022) : un roman initiatique au cœur des rites du Royaume Kongo, aux frontières entre mort et vie, tradition et mystère. "Lubambu. L'ivresse de la mémoire" (2023) : revisite la mémoire collective à travers l'histoire d'un enseignant modèle en lutte contre l'oubli. "Dipanda" (2025) : épopée mythique d'un héros initiatique brandissant un sabre sacré pour libérer et bâtir des cités libres, dans un souffle poétique et spirituel.

Gabriel Kinsa, tel un souffle ancestral sorti des forêts du Kongo, est plus qu'un auteur : il est le « conteur », le gardien des récits, le tisseur de mythes qui unit le souffle des ancêtres avec la modernité. Il puise dans le mystère des rites du lemba, dans la mémoire des anciens royaumes, dans la voix de la forêt, pour raconter, à travers des contes, des romans et des spectacles, la résistance de l'identité, l'appel de la liberté, la force des valeurs ancestrales. Il conte pour réveiller la mémoire vive celle qui danse, qui rit, qui attend, à l'ombre des arbres, au bord du fleuve, sous la terre riche de Boko, de Malebo, de Mayombe. Sa parole est un pont entre générations, un réservoir de sagesse, un combat contre la disparition. À chaque œuvre, il réinvente la légende, conserve les voix invisibles, imagine l'utopie où traditions et modernité dansent ensemble, où la justice prend racine dans l'héritage des ancêtres. Au sein des terres africaines, où les arbres sont des bibliothèques vivantes et où la mémoire circule dans le souffle des tambours, Gabriel Kinsa incarne un chemin initiatique qui transcende les frontières du temps et de l'espace. Son œuvre n'est pas seulement une parole, mais une respiration où se rencontrent les enfants, les adolescents, les adultes, les vivants et les morts, unis dans une même quête : la dignité humaine et le progrès partagé. Dans une Afrique moderne, tournée vers la science, l'éducation et la créativité, la parole initiatique retrouve sa fonction première : celle d'ordonner le chaos, d'ouvrir la voie de la connaissance et d'apaiser les blessures visibles et invisibles. Chaque conte, chaque récit, est une molécule d'espérance, un atome de sagesse qui s'assemble comme une architecture subtile au service du bien-être collectif. Là où l'Occident a bâti ses cathédrales de pierre, l'Afrique profonde élève ses cathédrales intérieures : la mémoire, la parole, le geste rituel. Gabriel Kinsa



se fait architecte de ces édifices invisibles. Ses contes initient les enfants à la beauté de l'imaginaire, offrent aux adolescents des repères pour traverser l'épreuve de la croissance, rappellent aux adultes leur responsabilité éthique, et guident les morts vers le repos en reliant les vivants à la chaîne ininterrompue des ancêtres. Cet art initiatique ne se contente pas d'orner : il soigne. Il est une science des équilibres, un dialogue permanent entre le corps, l'esprit et la communauté. Il inscrit l'Afrique moderne dans une dynamique universelle : celle d'une humanité consciente que son avenir dépend autant de la technologie que de la mémoire, autant de la raison que de la poésie. Par le souffle de Gabriel Kinsa, l'Afrique n'est pas seulement une géographie : elle devient laboratoire spirituel, espace d'innovation, et matrice d'une humanité réconciliée. L'art initiatique s'y fait science de la vie, pont entre les générations et ferment d'un progrès durable. Ô vous qui prêtez l'oreille, sachez qu'il est en Afrique profonde un homme qui manie la Parole comme d'autres manient l'épée. Mais son fer n'est point de guerre : il est de lumière. Gabriel Kinsa, héritier des voix immémoriales, se dresse en maître de la sagesse, et par ses récits, fait commerce d'humanité entre le monde visible et l'invisible. Que l'on soit enfant ou vieillard, père, mère, époux ou épouse, il n'est cœur qu'il ne touche, esprit qu'il ne guide, famille qu'il ne console. Car il connaît l'art délicat de joindre le passé au présent, le présent à l'avenir, et d'élever chacun, du plus humble au plus grand, à la dignité de héros. N'allez pas croire que ce ne soit là qu'ornement ou divertissement ! Non point : c'est science de l'âme, c'est médecine du cœur, c'est architecture de la paix. Sa parole est conseil pour le couple, baume pour l'enfant, appui pour l'adolescent, sagesse pour l'adulte. Elle est la clef qui ouvre la maison intérieure où réside l'équilibre de la famille. Dans un monde oppressé, qui court sans mesure et s'étourdit de vanités, Gabriel Kinsa rappelle que l'homme moderne n'est grand qu'autant qu'il écoute la voix de ses ancêtres et se fait digne du futur. Sa parole, tantôt

douce, tantôt ferme, s'élève comme un chant noble : elle met en scène nos faiblesses, nos folies, nos passions, et toujours nous ramène vers la clarté de l'entendement. Ainsi se dresse en Afrique moderne un théâtre plus vaste que celui de nos villes, où le rideau est le ciel et la scène, la vie des hommes. Et sur ce théâtre universel, Gabriel Kinsa joue le rôle du passeur, du guide et du sage — maître de la parole, serviteur du bien-être, architecte d'un avenir commun. Ô vous qui écoutez, qui marchez sur cette Terre ancienne et sacrée, sachez que la parole n'est point simple bruit des lèvres ! Elle est souffle, elle est rythme, elle est danse et chant ; elle est le théâtre où les ancêtres dialoguent avec le présent et annoncent le futur. Dans chaque village, dans chaque cité, de Guinée à la Tanzanie, du Sénégal au Cameroun, du Ghana au Zimbabwe, la parole tisse les liens de la civilisation africaine. Le conteur, le musicien, le danseur, l'acteur : tous sont serviteurs d'un même temple invisible. Par eux, la parole devient art, science et médecine. Elle guérit les blessures de l'âme, restaure l'équilibre des communautés et élève l'esprit. Elle transporte les savoirs ancestraux vers les cinq continents, et l'Afrique, dans sa sagesse, offre au monde non seulement l'espoir mais la dignité : celle qui fait que l'homme se reconnaît dans son histoire et dans celle des autres. Et n'allez point croire que cette parole soit un simple plaisir des oreilles ! Non, c'est une force vivante, qui protège la Terre et l'Eau, qui enseigne le respect des forêts et des rivières, qui garde la mémoire des étoiles et des saisons. Elle unit le passé, le présent et le futur, et montre que l'Afrique n'est pas un continent isolé, mais un phare universel pour tous ceux qui partagent la cause sacrée de la vie et de l'écologie. Ô vous, peuples du monde, écoutez ! Car la parole africaine ne se contente pas de raconter : elle élève, elle guide, elle relie. Elle est le souffle des ancêtres, le cœur battant de chaque village, le feu qui éclaire le chemin des hommes et des femmes vers un avenir commun. Ainsi, quand Gabriel Kinsa prend le bâton de la parole, il ne parle pas pour lui seul : il parle pour l'humanité entière, et fait de l'Afrique le lieu où se conjuguent la mémoire et la promesse, le rêve et l'action, la beauté et la sagesse. Sur la terre rouge d'Afrique, où le soleil allume des braises dans la poussière des chemins, le métier n'est point seulement travail : il est mémoire, il est fil d'or reliant les vivants aux ancêtres. Chaque geste du forgeron, chaque semence confiée à la terre, chaque chant des tisserands devient chronique silencieuse, inscrite dans la bibliothèque invisible du



continent. Car l'Afrique est histoire avant d'être marchandise ; elle est auteur avant d'être objet d'étude.

L'Afrique ne sera plus simple fournisseur...

Et pourtant, ô monde contemporain, voici l'Afrique bousculée ! Elle est convoquée au grand marché planétaire, où le numérique dévore les distances et où l'industrie des matières premières aspire ses richesses comme un gouffre insatiable. Le coltan nourrit les écrans, le cacao adoucit les festins, le pétrole embrase les machines — mais quelle part demeure aux fils premiers de la terre noire, aux peuples autochtones, gardiens originels des forêts, des fleuves et des savanes ? Trop souvent, leurs voix se perdent dans le tumulte du profit, comme le tam-tam qu'étouffe le vacarme des armes. Mais l'Afrique ne saurait être réduite au rôle de mine exploitée, ni de champ pillé. Elle est cerveau, elle est matrice d'intelligence. Le numérique, s'il n'est qu'importé, aliène ; mais s'il est conquis, transformé et façonné par les mains africaines, alors il devient outil de libération, pont vers un avenir souverain. De même, l'industrie, si elle ne se contente plus de briser la roche et d'exporter les minerais bruts, mais si elle forge, crée, et invente sur la terre même, alors l'Afrique n'est plus spectatrice : elle devient actrice et maîtresse de son destin. C'est là que surgit la mission des notables, des chefs de village, des sages coutumiers, gardiens de la tradition et de la science humaine. Ils ne sont point vestiges d'un âge éteint, mais piliers d'une modernité enracinée. Leur rôle n'est pas d'opposer l'ancien au nouveau, mais de greffer la mémoire au présent, d'insuffler au numérique la sagesse des proverbes, et de rappeler à l'industrie que l'homme n'est pas esclave de la machine, mais son maître. Conserver le savoir dans des musées, ni le figer dans des livres que nul ne lit. C'est le vivre, le dire, le transmettre : que l'enfant entende au soir, sous la case, le conte du sage ; que le jeune étudiant, même devant son écran, se souvienne des mots de sa grand-mère ; que l'ingénieur et le médecin sachent que leur science est sœur de la tradition, et non son ennemie. Ainsi seulement l'Afrique pourra conjuguer

ses deux forces : la puissance de son héritage et l'audace de sa modernité. Le cercle et le marché, la palabre et le numérique, la terre rouge et la fibre optique, tous unis dans une même cosmogonie vivante. Alors, oui, l'Afrique ne sera plus simple fournisseur, mais source d'invention. Non plus simple spectatrice, mais protagoniste de l'histoire mondiale. Car, au fond, le trésor de l'Afrique n'est pas sous son sol : il est dans son peuple, dans son esprit, dans cette dignité inaltérable qui résiste aux vents de l'Histoire. Et si les notables, les chefs coutumiers, les gardiens de la tradition s'unissent aux chercheurs, aux écrivains, aux penseurs modernes, alors naîtra un empire non pas de conquête, mais de connaissance — empire sublime, où la voix africaine portera haut, non pour supplier, mais pour enseigner. L'Afrique, terre de mémoire et d'avenir, n'a jamais cessé d'être le laboratoire de la valeur humaine. Au cœur du village, chaque geste, chaque lien, chaque symbole devient enseignement. Ainsi, l'amitié n'est pas seulement inclination du cœur : elle est architecture sociale, ciment qui relie les êtres au-delà du sang. Le voisinage, lui, constitue la première forme de cité, école silencieuse de solidarité où l'on partage le feu, l'eau et la parole. Et le pardon, enfin, s'impose comme science morale : il n'est pas faiblesse, mais sagesse, car il guérit les blessures du temps et permet à la communauté de continuer sa marche. La transmission du savoir, quant à elle, ne s'écrit pas seulement dans les livres, mais dans la bouche du conteur, dans la danse de l'initié, dans les tresses traditionnelles qui dessinent sur la tête des jeunes filles les cartographies secrètes du lignage. Le tissu, par ses couleurs et ses motifs, devient langage, archive vivante des peuples, mémoire que l'on porte sur soi. Car la matière elle-même est sacrée : le feu purifie et éclaire, l'eau relie et fertilise, l'air chante et transmet, la terre nourrit et ensevelit, les minéraux étincellent comme les premiers alphabets du monde.

L'univers africain est une cosmogonie où la nature est complice, non ennemie, et où l'homme apprend que science et sacré ne sont point contraires, mais deux faces d'une même vérité.

(suite à la page 7)

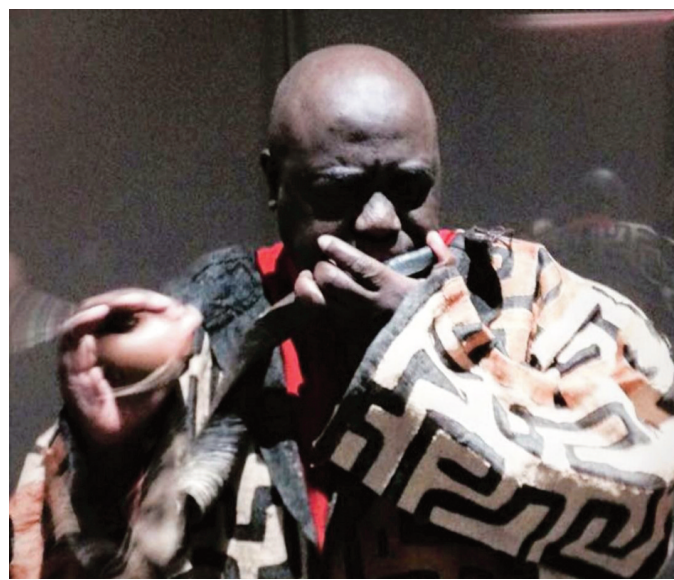
Dans ce patrimoine culturel, l'art et la culture ne se contentent pas d'orner : ils instruisent. Ils sont pédagogie esthétique, science de l'âme. La musique devient mathématique des émotions ; la danse, géométrie des corps en mouvement ; la sculpture, anthropologie de la mémoire figée dans le bois ou la pierre. L'enseignement intergénérationnel, nourri de ces arts, assure que l'enfant ne naît jamais dans le néant, mais dans une bibliothèque invisible de gestes, de récits et de symboles. Or, la civilisation est conquête, mais toute conquête a son prix. Les nations qui ont oublié l'amitié ont payé en guerres fratricides. Celles qui ont méprisé le pardon se sont éteintes dans la rancune. Celles qui ont rompu avec la transmission ont vu leur génie s'éparpiller comme sable au vent. Mais les peuples qui ont préservé l'amour entre l'homme et la femme, comme matrice de vie et de respect, ont bâti des empires durables. Ceux qui ont protégé leurs messagers et leurs sages ont inscrit leur nom dans l'histoire. Aujourd'hui, au croisement de l'Afrique moderne et du monde globalisé, ces valeurs ne sont point reliques : elles sont leviers. L'amitié devient diplomatie, le voisinage devient urbanisme, le pardon devient justice transitionnelle, la transmission de-

vient éducation numérique, l'amour devient droit, le tissu devient économie créative, et les éléments — feu, eau, air, terre — deviennent sciences écologiques pour sauver la planète. Ainsi, l'Afrique, en affirmant ses propres valeurs, ne parle pas seulement d'elle-même : elle parle à l'humanité. Car le croisement de ces valeurs n'est autre que la définition même de la civilisation : l'art de transformer la mémoire en avenir, l'art d'ériger le particulier en universel. Ô vaste Afrique, terre de trônes et de palabres, où le pouvoir n'est pas tyrannie mais service, l'organisation des sociétés n'est point hasard : elle est symphonie réglée, héritée des anciens. Chaque trône, loin d'être privilège, est autel de responsabilité. Car le chef, qu'il soit roi, notable ou doyen, ne règne point pour lui seul : il garde la mémoire, il arbitre la justice, il transmet le savoir comme on transmet le feu sacré, d'une torche à l'autre, sans jamais l'éteindre. La passation du savoir est le premier sacre : l'initiation de l'enfant, l'écoute des jeunes, l'enseignement des maîtres. Nulle communauté ne prospère sans règles, et ces règles, loin d'opprimer, élèvent. Elles disent : « Tu es homme, tu es femme, tu es enfant, et chacun de tes droits est sacré. » Ainsi l'homme n'est point au-des-

sus de la femme, ni l'enfant sous l'ombre de l'oubli. Chacun porte une dignité inviolable, et le travail, fruit de la terre et de l'esprit, devient lui-même un droit, car il nourrit le corps et affermit l'âme. Mais que serait un village sans poumons ? Ces poumons sont l'enseignement. Car l'école n'est point simple salle de murs et de bancs : elle est souffle, respiration commune. Elle garde les mémoires pour qu'elles ne s'envolent pas en poussière, mais qu'elles demeurent éternelles dans le cœur de tous les hommes et bâtissent la nation. Celui qui enseigne ne grave pas seulement des mots sur une ardoise : il grave des chemins de lumière dans les esprits, il sculpte les citoyens de demain.

Le progrès n'est pas écraser l'ancestral

Et les droits humains, ah ! qu'ils ne soient point seulement proclamés comme des discours d'estrade, mais vécus comme une liturgie quotidienne. Car la dignité humaine est jumelle de la dignité de la nature. Les animaux, compagnons de l'homme, les minéraux, veines de la terre, l'écologie, souffle vital de la planète — tout cela fait partie du même ordre sacré. Profaner la terre, c'est profaner l'homme ; mépriser l'animal, c'est



amoindrir la conscience ; détruire la forêt, c'est mutiler le futur. Ainsi, la civilisation africaine enseigne au monde que l'homme n'est pas maître absolu, mais gardien. Gardien de ses semblables, gardien de la femme, gardien de l'enfant, gardien des eaux, des feux, des vents et des minéraux. Le trône n'est pas un siège de gloire, mais une charge de mémoire et de soin. Et l'organisation du village, loin d'être archaïque, est modèle : elle dit à l'humanité entière que la vraie grandeur ne réside pas dans l'accumulation, mais dans la solidarité. Voilà pourquoi, du plus humble hameau jusqu'aux grandes nations, il faut écrire à nouveau dans le ciel et dans la terre : « Les droits de l'homme, les droits de la femme, les droits de l'enfant, les droits du travail,

les droits de la nature sont indivisibles et éternels. » Ô siècle de fer et de lumière mêlée, où la machine s'enivre de nos songes, où l'algorithme, fils bâtard de Prométhée, se dresse en juge des mémoires humaines ! Savants et chercheurs, dans leurs laboratoires, dissèquent l'homme comme on déchiffre un code. Anthropologues, sociologues, philosophes, ils scrutent les ruines vivantes de la tradition, craignant que le patrimoine, poussière sacrée, ne s'évapore sous l'ardeur numérique. Mais qu'est-ce que le progrès, si le cœur de l'homme s'y trouve exilé ? Qu'est-ce que l'intelligence artificielle, si elle oublie la sagesse des anciens ? Le maître de l'univers, dont la parole circule comme un feu souterrain, ne saurait être

réduit au langage des machines. Il faut écouter la tradition, non comme un fardeau, mais comme un chant, non comme une chaîne, mais comme une étoile. Car un peuple qui renie ses racines devient un arbre arraché au sol, feuillage éclatant mais tronc creux, proie facile du premier vent. Le progrès n'est pas d'écraser l'ancestral, mais de le transmuter, de le féconder, d'unir le souffle des ancêtres à l'audace des enfants à naître. Ainsi, que l'intelligence des hommes reste plus vaste que celle des machines, que le patrimoine soit mémoire et non relique, et que dans la tempête des temps modernes, la dignité demeure le flambeau de l'humanité.

Yé Lassina Coulibaly art et culture,
Site officiel : www.ye-coulibaly.com
Artiste auteur-compositeur interprète
Musicothérapie sociale de la SACEM, ADAMI, SPEDIDAM, Union des Artistes Burkinabés
Chevalier de l'ordre du mérite, des lettres et de la communication (agrafe musique et danse) du Burkina-Faso (concert, spectacle, pédagogie)
Tel : 00 336 76 03 71 66



FICHE DE RENSEIGNEMENT

FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE

Cycle Supérieur : DUT

Le Diplôme Universitaire Technique est ouvert :

Aux candidats titulaires d'un BAC toutes séries et d'un BT2 en Télécoms, Informatique, Electricité, Electronique et Comptabilité (admission en L1)

SPECIALITES

- Réseaux Mobiles
- Réseaux Informatiques
- Réseaux et Télécommunications
- Informatique de Gestion
- Génie Electrique, Informatique et Maintenance
- Gestion Administrative et commerciale des Organisations
- Gestion Comptable et Financière
- Gestion des Ressources Humaines
- Technico-commercial
- Technique de commercialisation

DUREE DE LA FORMATION

BAC/BT2+2ans

FRAIS UNIVERSITAIRES ANNUELS

- 1^{ère} année 550 000 FCFA
- 2^{ème} année 650 000 FCFA

CONDITION D'ADMISSION

Pour accéder à un programme de formation, il faut avoir obtenu le niveau exigé (diplôme, attestation requise). Mais le Candidat est mis sur une liste d'attente si le nombre de places disponibles n'est pas suffisant.

PIECES A FOURNIR

- une copie d'extrait d'acte de naissance ou jugement supplétif,
- une copie certifiée conforme du diplôme ou attestation,
- 2 photos d'identité récentes et une fiche d'inscription dûment remplie

Mode de paiement

Il est effectué en trois (3) tranches : 50% à la rentrée ; 25% chaque 2 mois

N.B. :

- Tout versement encaissé à l'UPFTI au titre de l'année en cours reste non remboursable.
- L'étudiant (e) est soumis (e) au respect strict du règlement de l'école.

Djicoroni-para Enceinte Sotelma Ex ENPT Tél : 66970633/ 72570785/63109999
E-mail : upftic@gmail.com, Bamako, Mali

FICHE DE RENSEIGNEMENT

FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE

Cycle Supérieur : Licence

La Licence est ouverte :

Aux titulaires d'un diplôme scientifique ou technologique : DTS, BTS, ou DUT en Gestion des entreprises, Informatiques, Télécommunications, en Génie Electrique (admission en L3).

SPECIALITES

- Réseaux Mobiles
- Réseaux Informatiques
- Réseaux et Télécommunications
- Informatique de Gestion
- Génie Electrique, Informatique et Maintenance
- Génie Administrative et commerciale des Organisations
- Gestion Comptable et Financière
- Gestion des Ressources Humaines
- Technico-commercial
- Technique de commercialisation

DUREE DE LA FORMATION

DUT, BTS, DTS + 1 an

Diplôme obtenu : Licence professionnelle

FRAIS UNIVERSITAIRES ANNUELS

3^{ème} année 750 000 FCFA

CONDITION D'ADMISSION

Pour accéder à un programme de formation, il faut avoir obtenu le niveau exigé (diplôme, attestation requise). Mais le Candidat est mis sur une liste d'attente si le nombre de places disponibles n'est pas suffisant.

PIECES A FOURNIR

- une copie d'extrait d'acte de naissance ou jugement supplétif,
- une copie certifiée conforme du diplôme ou attestation,
- 2 photos d'identité récentes et une fiche d'inscription dûment remplie

Mode de paiement

Il est effectué en trois (3) tranches : 50% à la rentrée ; 25% chaque 2 mois

N.B. :

- Tout versement encaissé à l'UPFTI au titre de l'année en cours reste non remboursable.
- L'étudiant (e) est soumis (e) au respect strict du règlement de l'école.

Djicoroni-para Enceinte Sotelma Ex ENPT Tél : 66970633/ 72570785/63109999
E-mail : upftic@gmail.com, Bamako, Mali



Un coup de pouce pour une rentrée réussie !

Offre valable jusqu'au 30 septembre 2025

📌 Prêt scolaire allant jusqu'à
1.500.000 F CFA

Taux d'intérêt 0%

📌 Remboursement sur 10 mois

© DFAcom.net

**Vos ambitions
n'ont pas de limite !**

BDM-SA , Avenue Modibo Kéita BP 94 Bamako Mali
TEL : (+223) 20 70 04 00 | FAX : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50
www.bdm-sa.com - @bdmsa   